

Y a-t-il décollage économique de l'Afrique ?

Is There an Economic Take-Off in Africa?

Philippe Hugon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5990>

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

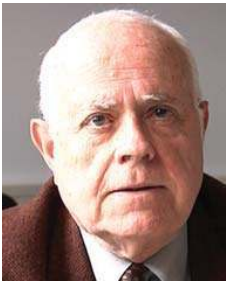
Référence électronique

Philippe Hugon, « Y a-t-il décollage économique de l'Afrique ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 02 juin 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5990>



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.



Y a-t-il décollage économique de l'Afrique ?

Philippe Hugon

Professeur émérite Paris Ouest, IRIS

Avec un taux de croissance moyen supérieur à 5 %, la décennie 2000 montre des signes d'amélioration

Faut-il parler de s'Afriques, vu les très grands contrastes des composantes du continent, ou d'une Afrique, vu son rôle réduit au sein de l'économie mondiale et de l'architecture internationale, sa dimension continentale et le panafricanisme ? L'Afrique, à la fois une et plurielle diffère selon les séclaires

La démarche top down

Une démarche d'en haut (*top down*), présentant l'Afrique à partir d'indicateurs normés a longtemps donné un éclairage « pessimiste ». Placée sur une tendance de stagnation à long terme de la productivité conduisant à une marginalisation vis-à-vis des flux commerciaux et financiers internationaux et à un endettement extérieur longtemps difficilement gérable. elle représente 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, 2 % du commerce mondial et 3 %

des investissements directs étrangers (IDE). Le PIB de l'Afrique sub saharienne est de l'ordre de 2000 milliards de dollars, et le PIB par habitant en PPA de l'ordre de 2000 dollars. L'Afrique comprend 33 des 49 pays les moins avancés (PMA) et 36 des 45 pays à indice de développement humain (IDH) faible. Elle regroupe 180 millions de sous-alimentés, 25 millions de personnes touchées par le virus du VIH/sida. Six pays étaient en conflit en 2013. Elle n'a enclenché que tardivement, timidement et de manière contrastée, sa transition démographique et demeure davantage un sujet subissant qu'un acteur géopolitique : elle est déclassée géopolitiquement sur l'échiquier international, malgré une inflexion récente, plus mondialisée que mondialisatrice.

L'éclairage *top down* donne en revanche une représentation plus positive depuis la décennie 2000, avec un taux de croissance moyen supérieur à 5 %, un rétablissement des équilibres financiers, la diversification des partenaires et l'amélioration des termes de l'échange. L'Afrique continentale, qui compte pour 15 % de la population mondiale, pèsera pour le quart en 2050. La croissance économique est contrastée entre les pays exportateurs de produits du sous-sol et les pays importateurs de pétrole et ou de produits alimentaires. Ces derniers restent vulnérables aux chocs extérieurs (prix des aliments ou du pétrole). Cette croissance peut aller à l'encontre du développement soutenable en créant des inégalités, des pressions inflationnistes, en favorisant la corruption ou la conflictualité. Le tsunami financier mondial de 2008 dans l'épicentre américain puis celui de la zone euro en 2011 ont eu un léger impact négatif sur la croissance économique africaine, moins par le canal financier (le système financier africain est relativement déconnecté) que par le canal commercial. Celle-ci a chuté de deux points en 2009, mais les pays ont mis en place des politiques contra cycliques et la diversification des partenaires a compensé un relatif découplage Nord/Sud.

Il y a débat sur le caractère durable de cette croissance. Y a-t-il croissance conjoncturelle liée aux cours des matières premières, des financements extérieurs et des remises de dettes ou dynamique structurelle durable ? La croissance est tirée par des facteurs *exogènes* (prix des matières premières, IDE passant de 9 à plus de 50 milliards de dollars, rééchelonnement de la dette, accès aux financements, ...) mais les facteurs *endogènes* sont nombreux (amélioration du ratio population active sur population non active, extension des marchés urbains, meilleur climat des affaires, équilibres financiers, baisse de la conflictualité, émergence d'une classe moyenne, investissements et progrès agricoles...). Certe 60 % de la population africaine vit avec moins de 2 dollars par jour mais on estime à 300 millions la classe moyenne dont 1/3 peut se retrouver

dans la pauvreté. Cette classe résulte de l'urbanisation, de la redistribution des rentes primaires, des revenus liés aux activités économiques officielles et non enregistrées. Les économies exportatrices de produits primaires tendent à se transformer en partie en économie d'accumulation et de production pour le marché **inté rieur**.

La démarche bottom up

En adoptant une démarche *par le bas (bottom up)*, partant des pratiques du terrain d'acteurs différenciés, le paysage devient plus contrasté, des « dynamiques du dedans » transparaissent et les Afriques plurielles deviennent contrastées. Les maux de l'Afrique (conflits, famines ou épidémies) doivent être localisés et contextualisés. Le VIH/sida concerne principalement l'Afrique australe, qui n'est pas aujourd'hui marquée par la conflictualité ou par une démographie non contrôlée. Les menaces environnementales de sécheresse concernent principalement les zones sahéliennes, alors que l'Afrique forestière connaît surtout des risques de mauvaise gestion de sa forêt. Face aux mêmes défis, les réponses des acteurs diffèrent selon les structures sociales et les choix politiques. Les Africains ont été capables de gérer à leur manière, depuis leur indépendance, un triplement de leur population, un quintuplement de leur population urbaine, le maintien de frontières constitutives d'États-nations en voie d'émergence. Ils ont réalisé en deux générations des transformations culturelles et structurelles considérables. Les transformations institutionnelles sont importantes, que ce soient les réformes fiscales, la libéralisation ou les progrès de la démocratisation. L'apartheid a aussi disparu et les acteurs du bas ont été capables d'inventer, d'innover, de créer des activités répondant à la satisfaction des besoins essentiels. Les économies populaires ou « informelles » ont constitué des modes d'accommodement, d'ingéniosité, de vie ou de survie du plus grand nombre. Le développement des infrastructures, des systèmes scolaires et sanitaires, des appareils productifs, ainsi que l'émergence d'élites formées ou de la société civile font que l'Afrique du 21^e siècle est fort différente depuis la décolonisation. L'Afrique est de plus en plus contrastée avec des zones de fragilité, vulnérabilité et conflictualité (Arc sahélo-saharien, Corne de l'Afrique, Afrique centrale) et des zones de prospérité, d'insertion dans la mondialisation (Afrique australe et orientale, Afrique occidentale).

Une focalisation *en profondeur de champ* vise à aller au-delà des apparences pour révéler l'Afrique profonde, celle des permanences, de la longue durée des valeurs, du rapport au sacré ou des structures sociales et des rythmes désynchronisés par rapport au temps mondial, celle des pouvoirs réels,

mais également des ruptures voire des activités illicites s'organisant autour d'économies prédatrices et de guerres, celle des processus de déstructuration et de resocialisation par la violence, le religieux ou l'associatif. Une conception afrocentriste met en avant la civilisation négro-africaine. Conception postmoderne qui vise à déconstruire les catégories de modernité, d'État et de nationalisme et à mettre en relief les résistances, les ruses et les actions populaires. Après un déclassement géopolitique lié à la chute du mur de Berlin, l'Afrique émerge en diversifiant ses partenaires et en retrouvant une croissance économique depuis le début du 21^e siècle. Au contraire, les horizons futurs permettent de repérer les ruptures et les bifurcations en cours liées notamment à la mondialisation mais également aux transformations intergénérationnelles. Ils permettent de mettre les trajectoires passées à l'aune des futurs défis, démographique, d'urbanisation, écologiques, sécuritaires, institutionnels ou de voir les écarts par rapport aux OMD (objectifs du millénaire du développement). L'Afrique, en « réserve de développement » (Brunel) est une réserve stratégique pour la planète notamment par ses ressources naturelles. Elle est peut être la nouvelle frontière de l'économie mondiale.

Quelles perspectives ?

De nombreuses sociétés africaines demeurent confrontées à de multiples *problèmes* existant lors des indépendances : une dépendance quasi exclusive des exportations en produits primaires dont les cours sont instables ; une absence ou faiblesse d'une base *industrielle*, exception faite de l'Afrique du Sud, avec la faible compétitivité des industries de substitution aux importations, la concurrence des pays industriels et émergents tels le Brésil, l'Inde ou la Chine ; un faible taux d'épargne et d'investissement (exception faite de certains pays miniers et pétroliers) avec une défaillance des systèmes financiers ; une couverture limitée des besoins essentiels alimentaires et sociaux tels l'éducation et la santé - une configuration géographique qui rend un continent géant difficilement accessible avec forte extraversion des réseaux d'infrastructure. L'Afrique doit répondre à de nombreux défis tels que la gestion d'une dette longtemps explosive, la croissance démographique et urbaine ou la non-reconstitution des écosystèmes. Elle subit les effets négatifs de la corruption, des conflits armés, de l'intégration à une économie mondiale criminelle et maffieuse et d'une mauvaise « gouvernance ».

En revanche, des caractéristiques positives et des *opportunités* émergent : l'Afrique est convoitée et courtisée pour ses ressources naturelles du sol et du sous-sol (biodiversité, forêt, agriculture, minéraux et hydrocarbures). Sur le *plan économique*, le commerce est très actif ; elle est considérée comme le

continent le plus rentable pour les filiales étrangères. Les 500 plus grandes entreprises africaines jouent un rôle croissant et connaissent une forte croissance de leur chiffre d'affaires et résultats. Les nouvelles technologies modifient la donne ; sur le *plan technologique* et du savoir, l'Afrique réduit les risques de fracture cognitive et scientifique par les progrès de formation et l'accès à la technologie de l'information. Le portable, Internet et la télévision modifient les représentations et les aspirations des nouvelles générations ; sur le *plan social*, on observe, sauf crises graves, un maintien des liens sociaux, des progrès de la santé et de l'éducation, ainsi qu'une réduction des inégalités de genre. La montée d'une classe moyenne favorise la création de marchés et d'économies d'échelle ; sur le *plan démographique*, l'Afrique, bien que devant gérer une forte croissance, connaît également une meilleure occupation de son espace, une forte urbanisation et une tendance à la transition démographique permettant de bénéficier du dividende démographique (ratio d'actifs plus favorable) ; sur le *plan politique*, malgré des conflits et des régimes autoritaires, le processus de démocratisation avance ; sur le *plan culturel*, l'Afrique mondialisatrice est en profonde transformation. Les cartes sont aujourd'hui, dans un contexte de mondialisation et de diversification des partenaires, essentiellement entre les mains des décideurs et des acteurs africains qui ont les moyens de demander des contreparties aux investisseurs (transferts de technologie, sous-traitance, emplois, investissements sociaux), qui peuvent répondre aux défis futurs par des stratégies proactives et transformer les risques en opportunités.

Philippe Hugon a publié en 2013 *L'économie de l'Afrique* (Paris, La découverte, Repères, 7^{ème} éd.), et *Géopolitique de l'Afrique* (Paris, SEDES, 3^{ème} éd.)